

Environ 200 personnes étaient présentes, vendredi, contre le projet d'installation d'un poulailler industriel au Juch.



La mobilisation contre le poulailler du Juch se poursuit

Environ 200 personnes étaient mobilisées contre l'installation d'un poulailler industriel au Juch. Les associations et les riverains dénoncent unanimement un modèle agricole qui ne respecte ni l'environnement ni le bien-être animal.

Loeiza Larvor

● Sous le soleil et avec les odeurs des tomates du marché du Diable, Jean Hascoët a pris la parole devant une assemblée qui bloque la rue principale du Juch. « Les associations et les riverains n'ont rien contre la personne qui a un projet, on sait que c'est difficile. Mais nous sommes contre un modèle ».

Ce modèle dénoncé par les membres du collectif Marche pour le climat est celui de l'industrialisation. Vendredi, ils étaient environ 200 à manifester contre l'installation d'un poulailler, du groupe LDC, à

Kermenguy au Juch. Une structure comprenant 70 000 emplacements, soit 600 000 à 700 000 poulets par an selon les associations Eau et Rivières de Bretagne et Baie de Douarnenez environnement.

« **On marche sur la tête !** »

Stéphane, 50 ans est venu de Douarnenez avec sa fille Daphné, 13 ans, « tout simplement parce que l'élevage industriel ce n'est pas bien », sourit-il. « On se demande quel est l'intérêt de ce truc ».

Le père de famille dit limiter sa consommation de produits provenant de ce type d'élevage depuis longtemps. « On essaye de faire attention au quotidien. On en parle un peu avec elle », dit-il en lançant un regard à sa fille qui n'en est pas à sa première mobilisation. « Je suis déjà allée à la manifestation de la plage du Ris », dit-elle.

« Ne fermons plus les yeux réagissons », peut-on lire sur la grande pancarte de Sterenn, une Quimpéroise de 40 ans qui a eu connaissance du projet dans la semaine. « On marche sur la tête ! Au final, personne n'y gagne, tout le monde y perd ».

Son amie Anne-Sophie reprend : « Ça pose aussi la question de la création d'emplois. Il faudrait revenir à des plus petites structures, plus valorisantes ».

La mairie rend un avis plutôt défavorable

Adèle, éleveuse de poules pondeuses dans la commune, confie avoir été en colère quand elle a eu connaissance du projet. « On a plus envie de ça. Là, on a un gros groupe qui décide de bétonner des terres. On devrait plutôt donner des aides aux paysans pour s'installer », émet la trentenaire. David, habitant de la commune rappelle : « On se bat contre le groupe pas contre l'agriculteur ».

La mairie de Patrick Tanguy a rendu son avis sur l'installation de ce projet et son impact environnemental. Le maire ne cache pas ses réserves notamment sur la pertinence d'une telle installation dans un bourg de 730 habitants. « On constate que c'est l'environnement qui devra s'adapter et non le projet qui doit être compatible ». Il évoque aussi une voirie communale susceptible de souffrir du trafic de camion qui lui sera imposé, un réseau d'eau potable qui n'est pas prêt à voir sa charge augmenter et l'absence de la fibre nécessaire pour « une telle installation high-tech » qui « ne pourra pas se contenter d'un faible débit internet ». Le maire conclut : « On est bien au-delà des compétences d'une commune de 730 habitants face à un projet d'envergure régionale ».